

Certificate of Character Act 2012 : Ce qu'il y a à savoir de la loi

Introduction :

Ce document n'a nul autre objet que d'apporter un éclaircissement sur le « *Certificate of Character Act 2012* ». La loi sur le certificat de caractère a été promulguée en 2012, abrogeant la précédente loi intitulée « *Certificate of Morality Act 2006* ». Suivant les informations fournies par le Crime Record Office de la police, le bureau du Directeur des Poursuites Publiques authentifie le certificat de caractère qui est en quelque sorte l'extrait du casier judiciaire du requérant.

La section 4 établit la procédure relative à l'obtention d'un certificat de caractère par un individu ou par son employeur. Ce dernier devra au préalable avoir l'autorisation écrite de son employé sur la base de laquelle il effectuera sa demande.

La section 5 de ladite loi dresse une liste des conditions pour la remise du certificat. Le type de certificat sera émis dépendant des antécédents judiciaires de l'appliquant.

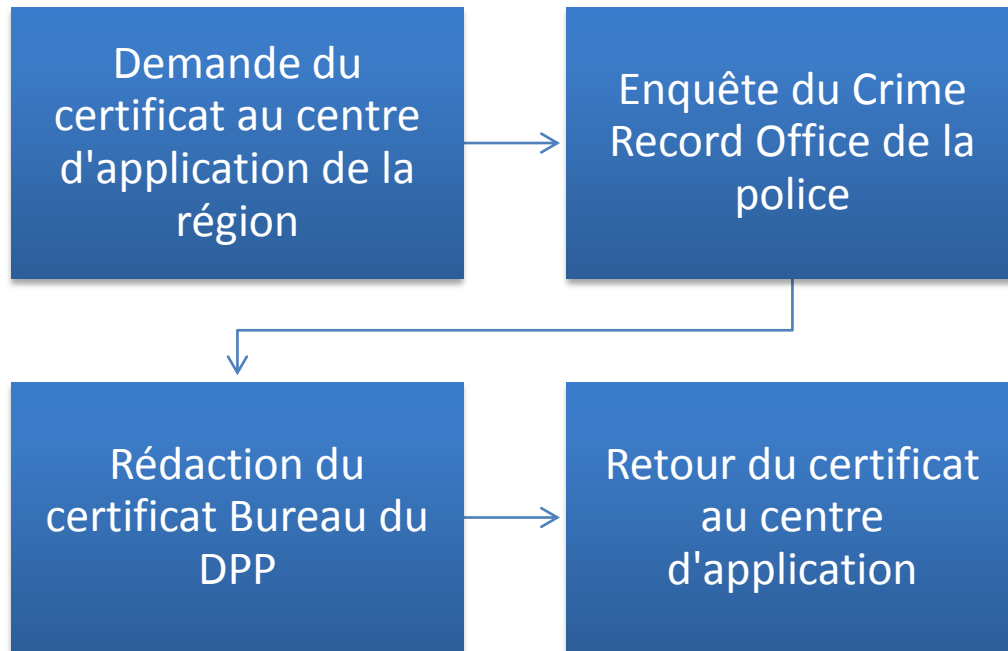
A. Procédures pour l'obtention du certificat

La section 4 de la nouvelle législation énumère les conditions relatives à l'obtention du certificat. Le demandeur peut faire la demande en son nom ou par procuration avec un document attestant du bien fondé de la demande.

(i) Un citoyen mauricien a besoin de fournir l'original et deux photocopies de l'extrait de naissance du demandeur, sa carte d'identité et un acte de mariage (si applicable)

(ii) un non-citoyen a besoin de l'original et deux photocopies de l'extrait de naissance du demandeur, le passeport et d'un acte de mariage (si applicable).

Il faut compter Rs 100 comme frais pour l'application par un individu et Rs300 pour un employeur au nom de son employé. Pour l'obtention d'une copie supplémentaire du certificat dans sa forme originale, des frais additionnels de Rs 50 seront requis.



A1. La liste des centres d'applications

i) Line Barracks (Region Port Louis Sud) - La butte, Pointes aux Sables, La Tour Koenig, Cassis, Labourdonnais Street, Grande-Rivière

ii) Abercrombie Police District Headquarter (Port Louis Nord) - Plaine Verte, Tranquebar, Cité La Cure, Baie du Tombeau, Vallée des Prêtres, Vallée Pitot, Sainte Croix, Riche Terre, Roche Bois, etc

iii) Piton Police District Headquarter (Le Nord) - Belle Vue Maurel, Rivière du Rempart, Roche Noire, Anse La Raie, Pamplemousses, Triolet, Amaury, Goodlands, Petit Raffray, Cap Malheureux, Piton, Grand Baie

iv) Flacq Police District Headquarter (Est) - Moka, Flacq, Quartier Militaire, Saint Pierre, etc

v) Rose Belle Police District Headquarter (Sud) - Rose Belle, Rivière des Anguilles, L'escalier, Trois Boutiques, Grand Port, Savanne, Bois Chérie, La Flora, etc

vi) Curepipe Police District Headquarter (Hautes Plaines Wilhems) - Vacoas, Curepipe, Henrietta, Floréal, etc

v) Rose Hill Police District Headquarter (Basses Plaines Wilhems) - Coromandel, Beau Bassin, Rose Hill, Petite Rivière, Bambou, Flic en Flac, etc

B. Faire la différence entre « Crimes, Misdemeanours et Contraventions ».

Il est primordial de différencier ces trois termes pour comprendre le « *Certificate of Character Act 2012* » qui ne prend en compte que les « Crimes and Misdemeanours » (c.à.d. les crimes et les délits). Les contraventions ne figurent pas au titre du certificat. Il faut se tourner vers les sections 4, 5 et 6 du Criminal Code Act pour comprendre la signification de ces trois termes.

B1. Qu'est-ce qu'un « Crime » ?

Un crime est une infraction punissable par la servitude pénale et d'une amende de plus de Rs 5000 (s.4 Criminal Code). La servitude pénale est prononcée à vie ou pour une durée minimale de 3 ans (s.11 Criminal Code)

B2. Qu'est-ce qu'un « Misdemeanour » ?

Un « Misdemeanour » est une infraction punissable par une peine d'emprisonnement dépassant 10 jours et une amende de plus de Rs 5000 (s.5 Criminal Code). A l'exception d'une provision législative, le terme maximal de l'emprisonnement est plafonné à 10 ans (S.12 Criminal Code)

B3. Qu'est-ce qu'un « Contravention » ?

Une contravention est une infraction punissable par une peine d'emprisonnement ne dépassant pas les 10 jours et une amende de dépassant pas Rs 5000 (s.6 Criminal Code)

C. Les infractions qui n'apparaissent pas sur le certificat

Les contraventions sont les seules infractions qui n'apparaîtront jamais sur le certificat. Si c'est un « misdemeanour » qui n'appartient pas à la deuxième annexe (La liste des infractions sous cette deuxième annexe se trouvent aux pages 8 à 22 de ce document) et que les conditions de la section 5 (2)(b) du « *Certificate of Character Act 2012* » sont satisfaites, c'est-à-dire que le demandeur a obtenu; (i) une absolution inconditionnelle (absolute discharge) et (ii) une absolution conditionnelle (conditional discharge) et que les conditions attachées ont été respectées, il n'apparaîtra jamais sur l'extrait.

D. Les infractions apparaissant sur le certificat pendant cinq ans

Toutes les infractions, autres que les contraventions, n'appartenant pas à la deuxième annexe mais qui apparaissent sur le certificat peuvent être supprimés après un délai de cinq ans, si la cour impose :i) une amende de dépassant pas les Rs 5000 ou ii) une ordonnance de probation et que celle-ci a été respectée (conditions de la section 5(b) du *Certificate of Character Act 2012*).

E. Les infractions apparaissant sur le certificat après cinq ans

Comme expliqué ci-dessus, tout individu a droit à un certificat de caractère. Cependant, certaines infractions apparaissent sur le document même après une période de cinq ans ou dix ans contrairement à ce que prévoyait l'ancienne législation. Cela s'explique par l'élargissement du champ d'application de la deuxième annexe de la loi par une augmentation du nombre de délits y figurant. La deuxième annexe renferme les délits et crimes qui ne seront pas enlevés du certificat de caractère après cinq ans.

Outre les infractions apparaissant dans la deuxième annexe de la loi, tous les autres crimes et misdemeanours peuvent rester sur le certificat. Ce dernier affichera les antécédents (même pour les infractions ne figurant pas dans la deuxième annexe), si la cour impose une

peine d'emprisonnement ou une amende dépassant les Rs 5000. Ces infractions seront alors apparentées à celles apparaissant dans la deuxième annexe de la loi et ne pourront donc pas être enlevées du certificat même après cinq ans.

F. Comment faire enlever les infractions?

La section 5(d) de la loi donne la possibilité d'enlever une infraction si le demandeur a reçu la grâce présidentielle. Ce pouvoir du président de la République est garanti par la section 75 de la Constitution. Une demande doit être envoyée à la Commission de pourvoi en grâce (*Commission on Prerogative of Mercy*) et celle-ci étudiera l'application avant de statuer. Avec le feu vert de la Commission, le bureau du Directeur des Poursuites Publiques pourra légalement rayer le délit qui a fait l'objet du pardon. La Commission peut aussi refuser la grâce présidentielle si elle estime qu'un individu ne la mérite pas.

Il est important de souligner que le Directeur des Poursuites Publiques n'a pas de pouvoir discrétionnaire pour enlever les antécédents et doit se référer au rapport de police.

G. Deux types de certificats de caractère

Le demandeur pourra exiger un certificat en anglais ou en français (ou les deux) sur sa fiche d'application. La troisième annexe de la loi établit la forme du certificat de caractère (voir pages 23 à 30 de ce document) : La partie A et B étant des certificats sans antécédent alors que la partie C et D établissent les condamnations de l'appliquant figurant sur le certificat conformément à la loi.

H. Les grands changements dans la nouvelle loi

- i. La nouvelle loi permet à tout individu d'être éligible à un certificat, qu'il possède ou pas un antécédent. Avec le défunt « Certificate of Morality Act 2006 », l'employeur ne connaissait pas la nature des antécédents de son employé car il ne recevait aucun document à cet effet. Or avec la nouvelle loi, la charge exacte et la date de la condamnation sont mentionnées.

- ii. Autre changement, la réduction du temps d'attente pour la suppression de certains délits de cinq ans contrairement aux dix ans d'attente prévue dans l'ancienne loi.

- iii. Le nombre de délits apparaissant dans la deuxième annexe a considérablement augmenté. Le « Certificate of Character Act 2012 » vient ajouter plusieurs délits du Criminal Code et du « Dangerous Drugs Act 2000 ». Ces deux textes de lois sont les plus communément utilisés en matière pénale.

- iv. Avec la nouvelle loi, si les conditions de la section 5(2) sont réunies, le certificat sera délivré sans qu'aucune mention ne soit faite de ses antécédents. Le certificat dira que l'individu n'a jamais été condamné pour une infraction à l'Ile Maurice.

- v. La nouvelle loi fournit aussi les moyens de délivrer un certificat de caractère sans antécédent si le requérant a eu une absolution inconditionnelle ou une absolution conditionnelle (si les conditions ont été respectées) sans attendre le délai de dix ans comme le prévoyait le « Certificate of Morality Act 2006. »

I. Dangerous Drugs Act 2000

Toutes les infractions de la loi susmentionnée apparaissent dans la deuxième annexe et ne disparaîtront pas sauf intervention de la Commission de pourvoi en grâce. Les délits sous le « Dangerous Drugs Act 2000 » passent par le délit de possession de stupéfiants, le trafic de drogue, le blanchiment d'argent et l'importation de drogue. Le « Certificate of Morality Act 2006 » ne réprimait, sous sa deuxième annexe, que le trafic de drogue et le blanchiment d'argent.

J. Criminal Code 1838

Le nombre de délits a augmenté considérablement avec la nouvelle loi. Nous notons plus particulièrement l'ajout des sections 228, 229, 231 et 232 à la deuxième annexe. Les cas d'agression avec circonstances aggravantes font désormais partie de cette annexe ainsi que les cas de castration et d'avortement.

Autre infraction de droit commun qui s'ajoute à la liste est le vol, plus connu comme "*larceny*" (sections 301 à 311). Cette hypothèse dans l'ancienne loi, disparaissaient après une période de dix ans si celui retrouvé coupable n'avait pas eu une peine de réclusion criminelle ou une amende excédant Rs10 000.

K. Certains autres délits de droit commun disparaissant après cinq ans

Consommation d'alcool dans un lieu public, insultes, recel, vagabondage, menaces en écrit, menaces verbales, agression (sans circonstance aggravante), entre autres.

L. Falsification du certificat

La section 6 du Certificate of Character Act 2012 prévoit une amende maximale de Rs 50 000 et une peine d'emprisonnement ne dépassant pas huit ans à ceux essayant de falsifier le certificat de caractère.

M. Obligation de prévenir son employé de toute nouvelle condamnation

Les employés qui n'auront pas mis au courant leur employeur d'une condamnation pourrait avoir à payer une amende ne dépassant pas les Rs 25 000 et purger une période d'emprisonnement de moins de deux ans.

[Deuxième annexe]

Child Protection Act:

S 13A. Child trafficking

S 13B. Abandonment of child

S 13C. Abducting child

S 14. Sexual offences

S 15. Indecent photographs of children

Civil Status Act:

S 69. Offences in respect of children

S 70. Concealment of birth

Combating of Trafficking In Persons Act 2009:

S 11. Trafficking in persons

Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism Act 2003:

S 4. Financing of terrorism

CRIMINAL CODE 1838

S 37. Accomplices

S 38. Giving instructions and aiding and abetting

S 50. Inducing or compelling President in the exercise of any lawful power

S 51. Stirring up war against the State

S 52. 53-56. Repealed

S 57. Plotting with foreign power

S 58. Causing risk of war

S 59. Exposing citizen to reprisal

S 60. Inciting citizens to rise up in arms

S 61. Inciting officer to mutiny

S 62. Stirring up civil war

S 63. Raising armed force

S 64. Taking command of armed force

S 65. Setting fire to or destroying State property

S 66. Plundering public property with armed band

S 67. Harboursing armed band

S 68. Withdrawing from armed band

S 69. Interpretation of 'arms'

S 70. Saving for offences amounting to high treason

- S 71. Inciting to high treason
- S 72. Failing to reveal plot against the State
- S 73. Penalty for failing to reveal plot if high treason
- S 74. Penalty for failing to reveal plot other than of high treason
- S 75. Penalty not applicable to relative of plotter
- S 76. Penalty not applicable to plotter in certain cases
- S 76A. Prohibition on the use of Arms of Mauritius
- S 77. Abuse of authority by public officer
- S 78. Torture by public official
- S 79. Public officer flouting claim of illegal detention
- S 80. Arbitrary detention by public officer
- S 81. Public officer detaining person in unauthorized place
- S 82. Conspiracy by public officers to flout the law
- S 83. Public officer resigning with intent to paralyse public service
- S 84. Violation of domicile by public officer
- S 85. -
- S 86. Violence by public officer
- S 87. -
- S 88. Public officer ordering use of force to prevent operation of law
- S 89. Penalty where order is executed
- S 90. Penalty not applicable for acting under order of superior
- S 91. Penalty where order provokes serious crime

- S 92. Counterfeiting gold or silver coin
- S 93. Imitating gold or silver coin
- S 94. Dealing in and importing counterfeit gold or silver coin
- S 95. Knowingly offering counterfeit gold or silver coin
- S 96. Knowingly uttering counterfeit gold or silver coin
- S 97. Making or possessing instrument used for counterfeiting gold or silver coin
- S 98. Counterfeiting copper coin
- S 99. Forfeiture of counterfeit coin and instrument
- S 100. Counterfeiting seal, mark or bank note
- S 101. Counterfeiting court seal
- S 102. Unlawful use of seal
- S 103. Counterfeiting mark of Government or trader
- S 104. Altering Government mark
- S 105. Altering manufacturer's label
- S 105A. Electronic document or writing.
- S 106. Forgery by public officer
- S 107. Fraudulent alteration of public document
- S 108. Forgery by private individual of public or commercial writing
- S 109. Making use of forged public writing
- S 110. Sections 106-109 not applicable to passport
- S 111. Forgery of private writing
- S 112. Making use of forged private writing

S 113. Sections 111 and 112 not applicable to certificate covered by sections 117-119

S 114. Forgery of passport

S 115. Public officer delivering unauthorised pass

S 116. -

S 117. Forgery of medical certificate

S 118. Medical officer issuing false certificate

S 119. Forgery and making use of character certificate

S 120. Forgery and making use of other forged certificate

S 121. Fine for forgery

S 122. Embezzlement and larceny by public officer or notary

S 123. Embezzlement and larceny of deed by public officer

S 124. Extortion by public officer

S 125.- S 133A Repealed

S 134-136-

S 137. Public officer exercising functions without lawful authority

S 138. Offences by public officers

S 139. Taking part in unlawful assembly

S 140. Having offensive weapon at unlawful assembly

S 141. Dispersing unlawful assembly

S 142. Remaining in unlawful assembly after warning

S 143. Taking part in riot

- S 144. Interpretation of 'rebellion'
- S 145. Rebellion by more than 20 armed persons
- S 146. Rebellion by 3 but not more than 20 armed persons
- S 147. Rebellion by less than 3 armed persons
- S 148. Rebellion by band or mob
- S 149. Interpretation of 'armed meeting'
- S 150. Carrying concealed arms
- S 151. Penalty for offence committed during rebellion
- S 152. Inciting rebellion
- S 153. Fine for rebellion
- S 154. Rebellious meeting
- S 155. Rebellion by prisoner
- S 156. Outrage against depository of public authority
- S 157. Outrage against commander of civil or military authorities
- S 158. Assault against member of the Assembly or judicial officer
- S 159. Assault against agent of civil or military authorities
- S 160. Assault with wounding or premeditation
- S 161. -
- S 162. Witness giving false excuse
- S 163. Penalty for responsible officer in case of escape of prisoner
- S 164. Aiding prisoner charged with misdemeanour
- S 165. Aiding prisoner charged with crime

- S 166. Aiding prisoner to escape by violence
- S 167. Third party aiding prisoner to escape by violence
- S 168. Aiding prisoner to escape by supply of arms
- S 169. Supplying prisoner with instrument for escape
- S 170. Escaping from legal custody
- S 171. Penalty not applicable in case of negligence of responsible officer
- S 172. Harboursing criminal
- S 173. Failing to prevent breaking of Government seal
- S 174. Penalty where seal relates to criminal proceedings
- S 175. Breaking of seal relating to criminal proceedings
- S 176. Breaking of other seal
- S 177. Larceny by breaking of seal
- S 178. Failing to prevent purloining of document entrusted to depository
- S 179. Purloining of document from place of public deposit
- S 180. Breaking of seal, and purloining of document, by violence
- S 181. Damaging monument
- S 181A. Protection of flag
- S 182. Usurping public function
- S 182A. Unlawful wearing of uniform
- S 183. Interference with freedom of conscience
- S 184. Disturbing religious ceremony
- S 185. Outrage on religious worship

S 186. Assaulting and outraging minister of religion

S 187. Penalty not applicable where there is a severer penalty

S 188. Association of malefactors

S 189. Interpretation of 'association of malefactors'

S 190. Ringleader of association of malefactors

S 191. Forming part of, and aiding or harbouring, association of malefactors

S 215. Interpretation of 'manslaughter'

S 216. Interpretation of 'murder'

S 220. Murder of newly born child and infanticide

S 222. Penalty for murder and infanticide

S 223. Penalty for manslaughter

S 228. Assault with aggravating circumstance

S 229. Assault with premeditation

S 231. Assault upon father or mother

S 232. Assault by seditious gathering

S 233. Dealing in offensive weapon

S 233A. Sale or offer for sale of offensive instrument in the open

S 234. Castration

S 235. Unlawful termination of pregnancy

S 235A. Authorised termination of pregnancy

S 236. Administering noxious substance

S 237. Selling adulterated liquor

S 238. Selling unwholesome medicine

S 239. Involuntary homicide and wounds and blows

S 240. Manslaughter and wounds and blows under provocation

S 241. Manslaughter and wounds and blows in defence of property by day

S 242. Manslaughter in case of adultery

S 243. Castration under provocation

S 244. Penalty in case of excusable offence

S 245. Homicide and wounds and blows under lawful authority

S 246. Homicide and wounds and blows in self-defence

S 248. Indecent act in public

S 249. Rape, attempt upon chastity and illegal sexual intercourse

S 250. Sodomy and bestiality

S 251. Debauching youth

S 252. Interdiction from guardianship

S 253. Procuring, enticing and exploiting prostitute

S 254. Sexual harassment

S 255-256 -

S 257. Bigamy

S 258. Unlawful arrest, detention and sequestration

S 259. Penalty for unlawful arrest in certain cases

S 260. Family abandonment

S 272. Burying corpse without lawful authority

S 273. Concealing corpse

S 274. Declaration in case of sudden or violent death

S 275. Violating tomb

S 276. Giving false evidence in case of crime

S 277. Giving false evidence in case of misdemeanour

S 278. Giving false evidence in civil matter

S 279. Giving false evidence for reward

S 280. Subornation of perjury

S 281. Giving false evidence on decisory oath

S 282. Stirring up racial hatred

S 283. Sedition

S 284. Inciting to disobedience or resistance to law

S 285. Interpretation of 'publication'

S 286. Importing seditious publication

S 287. Suspending publication of newspaper containing seditious publication

S 287A. Prohibiting circulation of seditious publication

S 287B. Penalty for seditious publication

S 288. Interpretation of 'defamation'

S 289. Publication of reply by newspaper

S 290. Privilege for court proceedings

S 291. Criminal intimidation

S 300. Disclosing professional secret

S 301. Larceny

S 301A. Penalty for other larcenies

S 302. Larceny of produce of soil

S 303. Larceny with wounding

S 304. Larceny with violence by night breaking

S 305. Larceny with other aggravating circumstance

S 306. Larceny by night breaking

S 307. Penalty for extortion

S 308. Looting

S 309. Larceny with breaking and larceny by servant

S 310. Larceny with violence

S 311. Penalty for recidivism in larceny

S 322. Larceny of obligatory writing and purloining seizure

S 323. Enticing away servant

S 330. Swindling

S 330A. Dealing unlawfully in lottery ticket

S 330B. Issuing cheque without provision

S 331. Breach of trust of minor

S 332. Fraudulently using unsigned document

S 333. Embezzlement

S 333A. Embezzlement of security or charge

S 334. Removing document produced in Court

- S 335. -
- S 336. Pawnbroking and money lending without lawful authority
- S 337. Hindering judicial sale
- S 338. Speculating fraudulently
- S 339. Penalty for speculating in certain cases
- S 340-342 -
- S 343. Deceiving purchaser
- S 344. Failing to honour public contract
- S 345. Public officer assisting defaulting contractor
- S 346. Arson
- S 347. Arson causing death
- S 348. Threatening arson
- S 349. Damaging public property, private enterprise or vehicle
- S 350. Hindering public works by force
- S 351. Destroying document

Criminal Code (Supplementary) Act:

- S 90. Brothel Keeping
- S 103. Impersonating living or dead individual
- S 105. Impersonating individual named in certificate
- S 106. Impersonating individual named in testimonial

S 106A. Impersonating individual in examination

S 106B. Personating individual at interview

S107. Impersonating prisoner

S 109. Conspiracy

Dangerous Drug Act:

Any offence under the Act

District and Intermediate Courts (Criminal Jurisdiction) Act:

S 126(2) Witnesses heard on oath

Financial Intelligence and Anti-Money Laundering Act:

S 3. Money Laundering

S 4. Conspiracy to commit the offence of money laundering

INTERNATIONAL CRIMINAL COURT ACT 2011

S 4. International crimes

THE INTERPRETATION AND GENERAL CLAUSES ACT 1974

S 2. Interpretation

S 45. Accomplices and attempts

THE PIRACY AND MARITIME VIOLENCE ACT 2011

S 3. Piracy and maritime attack

S 4. Hijacking and destroying ships

S 5. Endangering safe navigation

THE PREVENTION OF CORRUPTION ACT 2002

S 4. Bribery by public official

S 5. Bribery of public official

S 6. Taking gratification to screen offender from punishment

S 7. Public official using his office for gratification

S 8. Bribery of or by public official to influence the decision of a public body

S 9. Influencing public official

S 10. 'Trafic d'influence'

S 11. Public official taking gratification

- S 12. Bribery for procuring contracts
- S 13. Conflict of interests
- S 14. Treating of public official
- S 15. Receiving gift for a corrupt purpose
- S 16. Corruption of agent
- S 17. Corruption to provoke a serious offence

PREVENTION OF TERRORISM ACT 2002

- S 3. Prohibition of acts of terrorism
- S 5. Terrorist meetings
- S 6. Support
- S 7. Harboursing terrorists
- S 8. Information about acts of terrorism
- S 9. Obstruction of terrorist investigation
- S 12. Hostages

CERTIFICATE OF CHARACTER

PART A

On the application made
on.....by.....of..... on his behalf*/on
behalf of his worker*....., born on.....in..... I
....., the Director of Public Prosecutions*/ on behalf of the Director of
Public Prosecutions*, in and for Mauritius, have the honour to inform whoever it may
concern that the abovenamed has, as at..... never been convicted of any
crime or misdemeanour in Mauritius.

**CHAMBERS,
PORT LOUIS,**

.....

for* Director of Public Prosecutions

Date:.....

***Delete as appropriate**

PART B

ATTESTATION DE CASIER JUDICIAIRE

Suite a une demande faite le..... par..... résidant à
....., en son nom*/au nom de son employé(e)*..... né(e) le
..... à je
soussigné(e)..... Directeur des Poursuites Publiques de la République de
Maurice déclare*/ déclare au nom du Directeur des Poursuites Publiques de la
République de Maurice* qu'au....., les casiers judiciaires tenus à
Maurice démontrent que la personne susnommée n'a jamais fait l'objet d'une
condamnation criminelle ou correctionnelle.

LE PARQUET,

PORT LOUIS,

Ce.....20.....

pour* le Directeur des Poursuites Publiques

***Rayer les mentions inutiles**

PART C

CERTIFICATE OF CHARACTER

On the application made on by..... of on his behalf*/on behalf of his worker*....., born on in, I,, the Director of Public Prosecutions*/ on behalf of the Director of Public Prosecutions*, in and for Mauritius, have the honour to inform whoever it may concern that the abovenamed has, as at been convicted and sentenced in Mauritius for the crime(s) and/or misdemeanour(s) which follow -

.....
.....
.....

.....

CHAMBERS,
PORT LOUIS,

.....
for* Director of Public Prosecutions

Date:

**Delete as appropriate*

PART D

ATTESTATION DE CASIER JUDICIAIRE

Suite à une demande faite le par résidant à , en son nom*/au nom de son employé(e)*.....né(e) le..... à , je soussigné(e), Directeur des Poursuites Publiques de la République de Maurice déclare*/ déclare au nom du Directeur des Poursuites Publiques de la République de Maurice* que les casiers judiciaires tenus à Maurice démontrent que la personne susnommée a fait, au , l'objet des condamnations criminelles ou correctionnelles et encouru les peines suivantes -

.....
.....
.....

.....

LE PARQUET,
PORT LOUIS,

.....

Ce 20....

pour* le Directeur des Poursuites Publiques

**Rayer les mentions inutiles*

PART IA

Certificate of Morality

On the application made on of

born onin I,

....., Director of Public Prosecutions in and for Mauritius,
have the honour to inform whoever it may concern that the abovenamed has, in
Mauritius, never been convicted of any crime or misdemeanour.

CHAMBERS,

PORT LOUIS

.....

Director of Public Prosecutions

Date:

PART IB

Certificate of Morality

On the application made on.....of
born onin.....

I, Director of Public Prosecutions in and for Mauritius, have the honour to inform whoever it may concern that the abovenamed has not, in Mauritius, been convicted of any crime or misdemeanour during a period of 10 years immediately preceding the date of the application.

Except that he was finedrupees / given a (non-custodial sentence) upon conviction for the offence of.....*.

* Delete the words in italics as appropriate

**CHAMBERS,
PORT LOUIS**

.....
Director of Public Prosecutions

Date:

PART IIA

Certificat de Moralité

Suite à une demande faite lepar.....
né (e) le.....à.....je,
soussigné(e)..... Directeur des Poursuites Publiques
de la République de Maurice, déclare que les casiers judiciaires tenus à Maurice
démontrent que la personne susnommée n'a jamais fait l'objet d'une condamnation
criminelle ou correctionnelle.

LE PARQUET,

PORT LOUIS,

Ce20.....

.....

Directeur des Poursuites Publiques

PART IIB

Certificat de Moralité

Suite à une demande faite le.....par.....
né (e) le.....à.....je,
soussigné(e)..... Directeur des Poursuites Publiques
de la République de Maurice, déclare que les casiers judiciaires tenus à Maurice
démontrent que la personne susnommée n'a pas fait l'objet d'une condamnation
criminelle ou correctionnelle pendant les 10 années précédant sa A l'exception d'une
amende de..... roupies infligée le
..... /ou d'un(une peine non-privative de liberté)
infligé lepour avoir été trouvé coupable de
.....*

* rayer les mentions en italique si elles sont inutiles

LE PARQUET,
PORT LOUIS,

Ce.....20.....

.....

Directeur des Poursuites Publiques